

Pour que la jeunesse africaine ait un avenir en Afrique

Respectable Loge, L'Etoile bleue, Orient de Toulon, Région 2

Mots-clefs : Économie, Europe, Développement, Migration, Afrique

Le constat

Après le commerce des esclaves qui a privé le continent de sa jeunesse tout en enrichissant Manchester ou Bordeaux, la révolution industrielle du 18^e au 20^e siècle n'a pas bénéficié à une Afrique colonisée exclue du processus. Logiquement, l'Afrique est le grand perdant de la mondialisation. Le PIB de l'ensemble du continent est au niveau de celui de la France. Ses ressources naturelles (pétrole, gaz, or, uranium, terres rares, essence de bois, ...) font même l'objet d'une nouvelle prédation chinoise. Sa dette s'élève aujourd'hui à 365 milliards de dollars dont en toute logique environ un tiers est dû à la Chine. Le service de cette dette entrave son développement et donc la condamne au chômage de masse.

257 millions de personnes souffrent de la faim en Afrique¹. La situation s'est aggravée en raison à la fois des crises économiques et de la dégradation des conditions environnementales alors que de nombreux pays souffrent de la variabilité climatique ou de conditions climatiques extrêmes ou encore des deux à la fois. L'insécurité alimentaire s'est aggravée dans les pays touchés par des conflits souvent accompagnés de sécheresses ou d'inondations.

Les économies africaines sont très exposées à la fluctuation des prix des matières premières sur les marchés internationaux et en même temps à celle des monnaies (échanges et endettement). En Afrique 7 personnes sur 10 n'ont pas l'électricité. Ce manque d'électricité et le manque de qualification de la main d'œuvre font obstacle à l'arrivée d'investissements privés et au développement de l'activité économique. L'urbanisation s'accélère en Afrique de manière désorganisée (+4 % de population urbaine en plus chaque année). Les villages deviennent des villes. Mais dans les mégapoles africaines 43 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté faute d'infrastructures.

L'aide publique en provenance des pays riches pour l'ensemble du continent s'élève à seulement 37 milliards de dollars (la fortune personnelle de Monsieur Bernard Arnault s'élève à 100 milliards €).

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les deux tiers des migrants de l'Afrique vers l'Europe viennent d'Afrique de l'Ouest et leurs motivations économiques (manque de perspectives, qualité décevante des services dans le pays d'origine...) jouent un rôle fondamental dans la migration. Une fois en Europe, la grande majorité de ceux qui ont un revenu, soit 78%, envoient des fonds dans leur pays.

Le budget de Frontex² a bondi de 142 millions d'euros en 2015 à 340 millions aujourd'hui. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, veut encore l'augmenter et porter le nombre des garde-frontières européens de 1500 à 10 000, d'ici à 2024. Comptant 1,2 milliard d'habitants en 2017, le continent africain devrait avoisiner les 2,5 milliards en 2050. Sa population « pourrait quadrupler pour atteindre 4,4 milliards en 2100, ceci, malgré les pandémies, la famine, les conflits, ... ». Alors qu'un homme sur six vit aujourd'hui en Afrique, plus d'un sur trois y vivrait dans un siècle.

La problématique : analyse et réflexions

L'économie africaine est entravée (carence d'infrastructures, dette), trop dépendante des cours des matières premières sur les marchés internationaux et trop peu pourvoyeuse d'emplois. Une part très importante de la valeur ajoutée africaine est captée par des grandes entreprises multinationales.

Le chômage de masse pousse une jeunesse africaine désespérée à quitter famille, amis et pays pour un avenir souvent illusoire en Europe. Cette migration prise en charge par les mafias s'accompagne de drames : extorsions, esclavage, morts...

Une très grande partie des fonds publics et privés versés par la France et par l'Europe aux gouvernements africains corrompus sont préemptés et réorientés vers la France et l'Europe (Luxembourg, Suisse, Lichtenstein, îles anglo-normandes, ...) : comptes numérotés, immeubles, or, actions, ...

¹ Bureau régional de la FAO pour l'Afrique et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

² L'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes créée en 2004

Les liens historiques entre africains et européens, les dynamiques démographiques et migratoires entre les deux continents nous obligent à adopter une alternative à l'unique réponse sécuritaire.

Propositions concrètes, opérationnelles, disruptives

1. Ne plus verser de nouveaux prêts ou aides publiques directement à des gouvernements africains
2. Interdire toutes les exportations d'armes vers le continent africain
3. Investir directement dans les infrastructures clés :
4. déployer un réseau d'eau potable et d'assainissement dans les métropoles africaines
5. organiser une gestion responsable des déchets
6. électrifier l'Afrique grâce à l'énergie hydraulique et photovoltaïque (Cf. plan Borloo)
7. construire un réseau de routes et une infrastructure ferroviaire pérenne
8. construire des hôpitaux, des cités scolaires et universités dans chaque province pour donner une éducation à toute la jeunesse africaine
9. déployer internet sur le continent pour favoriser connaissance, démocratisation et développement
10. Procéder aux transferts de technologies et de matériels nécessaires entre l'Europe et l'Union Africaine pour créer trois filières africaines d'excellence :
11. agro-écologique (des semences aux produits finis consommés sur le continent) en s'appuyant notamment sur les laboratoires européens (INRA) et les écoles d'ingénieurs agronomes
12. Usines pharmaceutiques pour produire des génériques sur le continent
13. photovoltaïques (en revitalisant les deux filières françaises et allemandes sinistrées par la concurrence chinoise)
14. véhicules électriques (yc. agricoles) adaptés aux besoins des africains
15. Former les techniciens africains en créant un programme Comenius Afrique pour former massivement les professeurs africains des filières professionnelles (CAP, BEP et Bacs professionnels) et accompagner un vaste programme d'apprentissage
16. Créer Euro Campus (sur le modèle de Campus France) pour organiser à partir des ambassades européennes en Afrique un programme de bourse pour les meilleurs bacheliers du continent et former ainsi une élite compétente et éthique
17. Créer une agence Europe Développement en s'appuyant sur le réseau de l'Agence Française de Développement (AFD) pour organiser l'octroi massif de micro-crédits³ pour accompagner les micro-entrepreneurs africains artisans et commerçants
18. Créer l'Institut du Monde Africain à Paris pour protéger l'art contemporain africain du pillage et investir dans la production culturelle africaine
19. Soutenir et appliquer avec diligence les décisions de la Cour Pénale Internationale tout particulièrement envers les dictateurs africains : mandats d'arrêts internationaux, saisie des comptes et biens à l'étranger pour les réinvestir sur le continent.
20. Annuler la servitude moderne que constitue la dette que supporte l'Afrique vis-à-vis des pays européens

Ce programme créera de l'activité et de l'emploi sur les deux continents, réduira considérablement les flux migratoires et favorisera la démocratisation de l'Afrique et crèvera l'abcès de la colonisation et de l'esclavage.

³ Muhammad Yunus : développement économique et social à partir de la base